

Analyse du bilan et des perspectives de la régulation du
marché de gros des services de diffusion audiovisuelle
hertziennne terrestre

Consultation publique ARCEP du 7 février 2012.

Réponse SKYROCK

R. Levillain - M. Augis



II.3. Régulation du marché de la radiodiffusion

II.3.1. La régulation des infrastructures de radiodiffusion par l'ARCEP

.....

Toutefois, plusieurs Autorités de régulation nationales, dont l'ARCEP, ont choisi de maintenir cette régulation après 2007 et ont notifié leurs projets de décision d'analyse du marché en s'appuyant systématiquement sur la vérification ou non du test des trois critères, test essentiel à la délimitation d'un marché pertinent à réguler qui consiste en une vérification de :

- l'existence de barrières élevées et non transitoires à l'entrée sur le marché considéré ;
- l'absence de perspectives d'évolution vers une situation de concurrence effective ;
- l'insuffisance du droit ex post de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché.

Commentaires SKYROCK :

Le marché de la diffusion TNT a bénéficié d'une régulation dès son lancement et le résultat en terme d'ouverture de marché et de concurrence a été positif tout en laissant à TDF une position très largement dominante. On peut donc raisonnablement estimer que sans cette régulation TDF aurait conservé une position de quasi monopole.

Le marché de diffusion FM n'a pas connu un point de départ comparable au démarrage ex-nihilo de la TNT, sans doute est-ce une des causes de l'absence d'une régulation de ce marché.

Pourtant sur de nombreux aspects le contexte entre TNT et FM était et reste comparable au regard des « trois critères, test essentiel à la délimitation d'un marché pertinent à réguler » :

- sites non répliquables
- position dominante de TDF issue de son monopole historique de la diffusion de Radio France
- pas ou trop peu de recours sur des cas concrets : à l'exception d'une situation enfin reconnue récemment sur Annecy.

L'ouverture du marché de Radio France avec des appels à la concurrence aurait pu être un déclencheur d'un processus d'examen en vue d'une régulation, il n'en a rien été. Mais peut-être sera-t-il un révélateur de la situation actuelle de dominance de TDF ?

Des cas similaires à celui, pris en compte, d'Annecy existent sur de nombreux autres sites dont une partie a été reconnue « non répliquables » pour la diffusion en TNT.

Concrètement les infrastructures et le positionnement de TDF par exemple sur les sites de Nancy, Mulhouse, Epinal, Strasbourg, Nantes,... mais aussi la Tour Eiffel, ne laissent aucune alternative crédible. Ce qui a été accepté et construit il y a 30, 40 ou 50 ans, avec des motifs ou procédures d'« utilité public » n'est plus accepté aujourd'hui lorsqu'une demande est faite par une société privée au niveau des services d'urbanisme ou vis-à-vis du voisinage ou de l'environnement.

TDF joue ponctuellement l'apaisement en « ouvrant » certains sites à un OA, par exemple Mulhouse, mais refusant sur d'autres, par exemple Nancy. Dans ce dernier cas, bien qu'un autre site de diffusion FM existe sur la zone, la totalité des réseaux nationaux, le service public, et une partie des autres radios, celles ayant les moyens

financiers suffisants, sont diffusés chez TDF. La simple observation de ces faits démontre sans équivoque la situation « non répliquable » et dominante de ce site.

Une des différences entre la TNT et la FM en terme de marché de diffusion réside dans la diversité des acteurs et le fait que certaines radios avec des moyens financiers limités se contentent de solutions à moindre coûts donnant des zones de couvertures réduites. Ces cas peuvent tromper une analyse trop superficielle du marché de la diffusion FM, en laissant croire que des sites alternatifs existent comme par exemple dans ce cas de Nancy.

Cet exemple de la situation sur Nancy, loin d'être unique en France, contredit l'affirmation suivante du rapport de l'ARCEP. Celle-ci ne peut donc pas être considérée comme une généralité (Page 68) :

« En ce qui concerne la radio en mode analogique, il apparaît que les sites de diffusion FM peuvent être installés beaucoup plus près des zones à desservir que les sites de diffusion de télévision, sans avoir recours à des points hauts naturels ou artificiels (pylônes élevés par exemple). »

Un inventaire précis appuie encore la contradiction : 72 des 77 sites classés non répliquables en TNT sont utilisés en FM... notamment Nancy !

Bien sûr des alternatives existent parfois, mais comme dans le cas de Nancy une démonstration ne peut être construite à partir de cas marginaux qui ne représentent pas une répliquable, avec des radios ayant des exigences moindres ou tout simplement pas les moyens financiers de se plier aux exigences de TDF.

Une autre affirmation du rapport (page 68) mérite quelques commentaires :

« Les analyses précédentes concluaient à l'absence de substituabilité du côté de l'offre, tandis que, par ailleurs, les perspectives de débouchés pour les diffuseurs sur le marché aval FM apparaissaient limitées (de nombreuses radios privées ont ainsi privilégié des mécanismes d'autodiffusion sur la FM). »

Les chiffres réels montrent que sur environ 3000 sites FM, approximativement 1/3 représente des cas d'autodiffusion.

La diversité des acteurs de la FM constituée de radios associatives, de privées locales, de régionales, de nationales indépendantes et de grands groupes, mérite une analyse plus approfondie.

En effet, si les premières se contentent des solutions les plus économiques et en aucun cas représentant une réplique des sites hauts de TDF, les dernières représentent un potentiel important pour les diffuseurs puisqu'elles recourent à des leurs prestations dans plus de 95% des cas.

Un autre marché annexe aux prestations de diffusion audiovisuelles appelle quelques commentaires...

La majorité des réseaux nationaux FM privés et publics, soit 21 au total, utilise un système satellite commercialisé par TDF depuis près de 15 ans sous l'appellation « FMDAB » pour alimenter l'ensemble des sites d'émissions ou les studios locaux avec un programme national.

Ce marché est depuis plus d'un an en discussion pour un renouvellement. Une obsolescence du système actuelle sert d'épée de Damoclès à TDF pour forcer la main de tous ses clients.

Or si ce marché semble ouvert, TDF tente de détourner toute concurrence en appliquant des tarifs majorés pour chaque point de réception dans le cas d'une prestation de montée satellite concurrente. Le tarif n'est alors plus cohérent avec la réalité du service rendu et des investissements nécessaires. La prestation étant incontournable sur tous les points de diffusions, à part quelques stations avec des studios locaux, une distorsion de la concurrence est évidente.

Seuls l'application d'un tarif réaliste ou l'ouverture systématique des sites TDF à un ou des OA pour la réception satellite pourrait rétablir une concurrence véritable.

Les « trois critères, test essentiel à la délimitation d'un marché pertinent à réguler » nous paraissant remplis, ce marché pourrait-il être examiné de manière urgente par l'ARCEP ?